

Cuba démonte une campagne de diffamation contre son système judiciaire



La Havane, 8 février, (RHC).- Une grande campagne mensongère a pris pour cible le système judiciaire cubain suite à l'arrestation de José Daniel Ferrer, un mercenaire financé et instruit par le gouvernement des Etats-Unis.

Après la dénonciation par Cuba de la manipulation grossière de l'affaire à laquelle se sont prêtées de personnalités de la droite et du gouvernement étasunien, ce vendredi le journal parlé de la télévision nationale a diffusé une information détaillée sur la campagne de discrédit orchestrée autour de l'arrestation de cet individu.

Celui-ci a été « défendu » par des chefs de file de la mafia anti-cubaine de Miami qui ont même affirmé que les images que la télévision cubaine avait montrées dans un premier reportage était le résultat de l'utilisation d'un sosie ou d'un montage.

D'autres, un peu plus intelligents, se sont concentrés sur de soi-disant violations des procédures, ce qui faisait pratiquement de Daniel Ferrer une victime de la répression du système « communiste ».

Le ministère public a requis une peine de 9 ans contre lui pour des délits de lésions infligées à d'autres membres du groupuscule qu'il dirige et aussi parce qu'au moment où il a commis ce délit il bénéficiait d'une licence extra-pénale et n'avait pas épuisé de condamnations précédentes.

Cependant, et pleinement conscients de cette réalité, les ennemis de la Révolution cubaine ont décidé de poursuivre leur campagne pour la libération de José Daniel Ferrer pendant qu'ils attisent le feu de la campagne hostile des Etats-Unis contre Cuba.

Des personnages infâmes comme Luis Almagro, secrétaire général de l'OEA, l'Organisation des États Américains et Marco Rubio, sénateur nord-américain d'origine cubaine, se sont alliés à des figures moins connues comme Mara Tekach, chargée d'affaires à l'ambassade des Etats-Unis à Cuba.

Morgan Ortagus, porte-parole du Département d'État nord-américain, s'est rejointe à la campagne ce qui démontre clairement que l'exécutif impérialiste appuie les fausses causes d'une « opposition » qui n'a ni légitimité ni autorité dans l'île qu'ils prétendent « libérer ».

Cette opposition n'est qu'un réseau contre-révolutionnaire où se fait remarquer des personnages comme Ana Olema qui a tenté de nier sa participation aux actes vandales contre les bustes de José Martí, il y a quelques semaines.

Le reportage diffusé vendredi soir par le journal parlé de la télévision cubaine montre également que l'appui de gouvernements de facto comme celui de Jeanine Áñez en Bolivie ne fait pas non plus beaucoup pour la cause de la contre-révolution.

Même pas les Cubains résidant à l'étranger ne font confiance à ces chefs de file des organisations qui revendiquent « la démocratie pour Cuba ». La télévision nationale a diffusé le témoignage d'un ancien membre du groupe dirigé par José Daniel Ferrer. Il a dit qu'il ne croyait pas que Ferrer travaille pour les services secrets cubain, mais qu'il s'avérait quand même leur meilleur agent parce qu'il faisait exactement ce que la Sécurité de l'Etat veut.

« Qui va suivre un homme qui se cogne la tête contre la table (du salon où il est interrogé) en criant « Quiñones ment » ? a-t-il déclaré au sujet des images diffusées par la télévision nationale.

Source : Cubadebate

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/213972-cuba-demonte-une-campagne-de-diffamation-contre-son-systeme-judiciaire>



Radio Habana Cuba